

Ennahda veut récupérer la Banque centrale

Fin de partie pour Mustapha Kamel Nabli. Selon l'agence Maghreb confidentiel, ses jours à la tête de la Banque centrale de Tunisie (BCT) seraient comptés.

Le gouvernement de coalition (la "troïka" Ennahda-FDTL-CPR) aurait décidé de le révoquer et lui recherche déjà un successeur.

Officiellement, indique MC, l'exécutif lui reproche son manque de coopération sur divers dossiers, à commencer par son peu d'entrain pour convaincre les pays occidentaux d'accorder une aide budgétaire à la Tunisie. Ancien haut fonctionnaire de la Banque mondiale, Mustapha Kamel Nabli est pourtant très apprécié à Washington comme à Paris !

L'autre dossier qui plombe le gouverneur de la BCT est l'affaire de la Banque franco-tunisienne (BFT), dans laquelle il s'est opposé à tout accord à l'amiable avec la société ABCI, qui revendique la propriété de cet établissement nationalisé en 1989... au risque d'aboutir à une condamnation record de l'Etat tunisien devant un tribunal d'arbitrage international.

Mais le véritable grief du premier ministre Hamadi Jebali à l'encontre du gouverneur de la BCT est, selon l'agence, sa proximité - politique autant que familiale - avec Kamel Eltaief.

Ce dernier, ex-"cerveau" de Zine El Abidine Ben Ali qui avait fini par être écarté du premier cercle du pouvoir, était revenu dans la course à la faveur de la révolution du 14 janvier, multipliant les interventions dans l'ombre auprès des gouvernements de transition successifs.

Après avoir échoué à unir la "gauche laïque" et les anciens du parti présidentiel RCD contre les islamistes avant le scrutin d'octobre, Kamel Eltaief avait manœuvré pour maintenir certains proches à des postes-clé, dont le ministre de l'intérieur Habib Essid et Mustapha Kamel Nabli à la tête de la BCT. L'offensive a fait "pschitt" : Ennahda a imposé l'un de ses membres, Ali Larayedh, à l'intérieur. Malgré ces revers, Kamel Eltaief a encore de la ressource, souligne MC : Habib Essid vient d'être nommé conseiller aux affaires sécuritaires auprès du premier ministre.

Source : Maghreb confidentiel, 01/05/2012